

Table des matières

Avant-propos	11
Introduction	19
Chapitre 1. L'interdiction des signes convictionnels dans l'enseignement	25
Section 1. L'interdiction qui s'impose aux enseignants	25
§ 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	25
§ 2. La jurisprudence de la section du contentieux administratif du Conseil d'État	31
Section 2. L'interdiction qui s'impose aux élèves et aux étudiants	35
§ 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	35
§ 2. La jurisprudence du Comité des droits de l'homme de l'ONU	52
§ 3. La jurisprudence de la section du contentieux administratif du Conseil d'État	57
§ 4. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	60
Section 3. Conclusion sur le port des signes convictionnels dans l'enseignement	76
Chapitre 2. L'interdiction des signes convictionnels dans l'administration	77
Section 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	81
Section 2. La jurisprudence de la section de législation du Conseil d'État et la jurisprudence de la section du contentieux administratif du Conseil d'État	85
Section 3. Digressions sur quelques affaires : l'affaire Ozdemir, l'affaire Haouach et la neutralité dans la Région de Bruxelles-Capitale	90
Section 4. Conclusions sur le port des signes convictionnels dans l'administration	95

Chapitre. 3 L'interdiction des signes convictionnels dans le secteur privé	99
Section 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	101
Section 2. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne	103
Section 3. La jurisprudence du Comité des droits de l'homme de l'ONU	112
Section 4. Conclusions sur le port des signes convictionnels dans le secteur privé	119
Chapitre 4. L'interdiction des signes convictionnels dans l'espace public	121
Section 1. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	121
§ 1. Devant les juridictions	121
A. La position de la Cour européenne	121
B. Digression – La situation des acteurs de justice en Belgique	125
§ 2. Les restrictions liées à des exigences de sécurité	125
A. La sécurité dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	125
B. Digression sur la jurisprudence de la Cour suprême du Canada et sur l'évolution du droit au Québec	126
§ 3. La problématique du voile intégral	129
Section 2. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	134
Section 3. Digression sur le port du burkini	136
Section 4. Conclusions sur le port des signes convictionnels dans l'espace public	140
Chapitre 5. Le modèle belge – Laïcité, neutralité neutre ou neutralité confuse	141
Section 1. Digression sur le modèle français	141
Section 2. La Constitution de 1831	149
Section 3. La reconnaissance et le financement des cultes en Belgique	154

Section 4. La neutralité dans l'enseignement	166
§ 1. Le contexte historique	166
§ 2. Les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement public	168
Section 5. La liberté de religion s'arrête devant l'égalité entre les femmes et les hommes – l'arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 2022.	176
Section 6. Vers une reconfiguration constitutionnelle ?	179
Section 7. Conclusions sur le modèle belge de neutralité	184
Conclusions générales – La neutralité en eaux troubles	187
Annexe 1	197
Annexe 2	215
Annexe 3	229
Annexe 4	247